



Treaty Series No. 54 (1938)

International Agreement

regarding

False Indications of Origin on Goods

London, June 2, 1934

[His Majesty's ratification in respect of the United Kingdom deposited at London on
June 30, 1938]

*Presented by the Secretary of State for Foreign Affairs
to Parliament by Command of His Majesty*

LONDON

PRINTED AND PUBLISHED BY HIS MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased directly from H.M. STATIONERY OFFICE at the following addresses:

York House, Kingsway, London, W.C.2; 120 George Street, Edinburgh 2;

26 York Street, Manchester 1; 1 St. Andrew's Crescent, Cardiff;

80 Chichester Street, Belfast;

or through any bookseller

1938.

Price 2d. net

Cmd. 5832

INTERNATIONAL AGREEMENT REGARDING FALSE INDICATIONS
OF ORIGIN ON GOODS.(¹)

London, June 2, 1934.

[His Majesty's ratification in respect of the United Kingdom deposited
at London on June 30, 1938.]

ARRANGEMENT DE MADRID DU 14 AVRIL 1891 CONCERNANT
LA RÉPRESSION DES FAUSSES INDICATIONS DE PROVE-
NANCE SUR LES MARCHANDISES, RÉVISÉ À WASHINGTON
LE 2 JUIN 1911, À LA HAYE LE 6 NOVEMBRE 1925, ET À
LONDRES LE 2 JUIN 1934.

LES Soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont, d'un commun accord, arrêté le texte suivant, qui remplacera l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, révisé à Washington le 2 juin 1911 et à La Haye le 6 novembre 1925, savoir :

ARTICLE 1^{er}.

1. Tout produit portant une fausse indication par laquelle un des pays auxquels s'applique le présent Arrangement, ou un lieu situé dans l'un d'entre eux, serait directement ou indirectement indiqué comme pays ou comme lieu d'origine, sera saisi à l'importation dans chacun desdits pays.

2. La saisie sera également effectuée dans le pays où la fausse indication de provenance aura été apposée ou dans celui où aura été introduit le produit muni de cette fausse indication.

3. Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'importation, cette saisie sera remplacée par la prohibition d'importation.

4. Si la législation d'un pays n'admet ni la saisie à l'importation, ni la prohibition d'importation, ni la saisie à l'intérieur, et en attendant que cette législation soit modifiée en conséquence, ces mesures seront remplacées par les actions et moyens que la loi de ce pays assure en pareil cas aux nationaux.

5. A défaut de sanctions spéciales assurant la répression des fausses indications de provenance, les sanctions prévues par les

(¹) For translation see page 7.

dispositions correspondantes des lois sur les marques ou les noms commerciaux seront applicables.

ARTICLE 2.

1. La saisie aura lieu à la diligence de l'Administration des douanes qui avertira immédiatement l'intéressé, personne physique ou morale, pour lui permettre de régulariser, s'il le désire, la saisie opérée conservatoirement; toutefois, le Ministère public ou toute autre autorité compétente pourra requérir la saisie, soit à la demande de la partie lésée, soit d'office; la procédure suivra alors son cours ordinaire.

2. Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

ARTICLE 3.

Les présentes dispositions ne font pas obstacle à ce que le vendeur indique son nom ou son adresse sur les produits provenant d'un pays différent de celui de la vente; mais, dans ce cas, l'adresse ou le nom doit être accompagné de l'indication précise, et en caractères apparents, du pays ou du lieu de fabrication ou de production, ou d'une autre indication suffisante pour éviter toute erreur sur l'origine véritable des marchandises.

ARTICLE 3 bis.

Les pays auxquels s'applique le présent Arrangement s'engagent également à prohiber l'emploi, relativement à la vente, à l'étalage, ou à l'offre des produits, de toutes indications ayant un caractère de publicité et susceptibles de tromper le public sur la provenance des produits, en les faisant figurer sur les enseignes, annonces, factures, cartes relatives aux vins, lettres ou papiers de commerce ou sur toute autre communication commerciale.

ARTICLE 4.

Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux dispositions du présent Arrangement, les appellations régionales de provenance des produits vinicoles n'étant cependant pas comprises dans la réserve spécifiée par cet article.

ARTICLE 5.

1. Les pays de l'Union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent Arrangement seront admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par l'article 16 de la Convention générale.

2. Les stipulations des articles 16 bis et 17 bis de la Convention générale s'appliquent au présent Arrangement.

ARTICLE 6.

1. Le présent Acte sera ratifié et les instruments de ratification en seront déposés à Londres au plus tard le 1^{er} juillet 1938. Il entrera en vigueur entre les pays au nom desquels il aura été ratifié un mois après cette date. Toutefois, si auparavant il était ratifié au nom de six pays au moins, il entrerait en vigueur entre ces pays un mois après que le dépôt de la sixième ratification leur aurait été notifié par le Gouvernement de la Confédération suisse et, pour les pays au nom desquels il serait ratifié ensuite, un mois après la notification de chacune de ces ratifications.

2. Les pays au nom desquels l'instrument de ratification n'aura pas été déposé dans le délai visé à l'alinéa précédent seront admis à l'adhésion aux termes de l'article 16 de la Convention générale.

3. Le présent Acte remplacera, dans les rapports entre les pays auxquels il s'applique, l'Arrangement conclu à Madrid le 14 avril 1891 et les Actes de revision subséquents.

4. En ce qui concerne les pays auxquels le présent Acte ne s'applique pas, mais auxquels s'applique l'Arrangement de Madrid révisé à La Haye en 1925, ce dernier restera en vigueur.

5. De même, en ce qui concerne les pays auxquels ne s'appliquent ni le présent Acte, ni l'Arrangement de Madrid révisé à La Haye, l'Arrangement de Madrid révisé à Washington en 1911 restera en vigueur.

Fait à Londres, en un seul exemplaire, le 2 juin 1934.

Pour l'Allemagne :

HOESCH.

GEORG KLAUER.

WOLFGANG KUHNAST.

HERBERT KUHNEMANN.

Pour les États-Unis du Brésil :

J. A. BARBOZA-CARNEIRO.

Pour Cuba :

GABRIEL SUÁREZ SOLAR.

Pour la Ville libre de Dantzig :

Pour l'Espagne :

- RAMÓN PÉREZ DE AYALA.
- FERNANDO CABELLO LAPIEDRA.
- JOSÉ GARCÍA MONGE.

Pour la France :

- MARCEL PLAISANT.
- ROGER CAMBON.
- GEORGES LAINEL.
- GEORGES MAILLARD.

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord :

- F. W. LEITH-ROSS.
- M. F. LINDLEY.
- WILLIAM S. JARRATT.

Pour l'État libre d'Irlande :

Pour Liechtenstein :

- W. KRAFT.

Pour le Maroc :

- HALGOUËT.

Pour la Pologne :

- STEFAN CZAYKOWSKI.

Pour le Portugal :

- JOÃO DE LEBRE E LIMA.
- ARTHUR DE MELLO QUINTELLA
- SALDANHA.

Pour la Suède :

- BIRGER LINDGREN.
- ÅKE DE ZWEIGBERGK.

Pour la Suisse :

- W. KRAFT.

Pour la Syrie et le Liban :

MARCEL PLAISANT.

Pour la Tchécoslovaquie :

DR. KAREL SKÁLA.

DR. OTTO PARSCH.

Pour la Tunisie :

C. BILLECOCQ.

Pour la Turquie :

A. FETHI.

(Translation.)

AGREEMENT OF MADRID OF APRIL 14, 1891, FOR THE PREVENTION OF FALSE INDICATIONS OF ORIGIN ON GOODS, REVISED AT WASHINGTON ON JUNE 2, 1911, AT THE HAGUE ON NOVEMBER 6, 1925, AND AT LONDON ON JUNE 2, 1934.

[His Majesty's ratification in respect of the United Kingdom deposited at London on June 30, 1938.]

THE undersigned, duly authorised to that effect, have drawn up, in common accord, the following text, which shall be substituted for the Agreement of Madrid of the 14th April, 1891, revised at Washington on the 2nd June, 1911, and at The Hague on the 6th November, 1925, that is to say :—

ARTICLE 1.

1. All goods bearing a false indication, by which one of the countries to which the present Agreement applies, or a place situated therein, shall be directly or indirectly indicated as being the country or place of origin, shall be seized on importation into any of the said countries.

2. The seizure shall take place either in the country where the false indication of origin has been applied, or in that into which the goods bearing the false indication may have been imported.

3. If the law of any country does not permit seizure on importation, such seizure shall be replaced by prohibition of importation.

4. If the law of any country does not permit either seizure upon importation, or the prohibition of importation, or seizure in the interior, and pending the requisite amendment of that law, these measures shall be replaced by the remedies assured in such case by the law of such country to its nationals.

5. In the absence of any special penalties ensuring the repression of false indications of origin, the penalties provided by the corresponding stipulations of the laws relating to marks or trade names shall be applicable.

ARTICLE 2.

1. The seizure shall be made by the Customs Authorities, who shall immediately inform the person interested, whether an individual or a body of persons corporate or unincorporate, in order that such person may, if he so desires, take appropriate steps to confirm the

seizure made as a protective measure. Nevertheless, the Public Prosecutor or any other competent authority may demand the seizure either at the request of the party injured or in their official capacity; the procedure shall then follow its ordinary course.

2. The Authorities are not bound to effect the seizure of goods in transit.

ARTICLE 3.

The present stipulations shall not prevent the vendor from indicating his name or address upon goods coming from a country other than that in which the sale takes place; but in such case the address or the name must be accompanied by a clear indication in legible characters of the country or place of manufacture or production, or by some other indication sufficient to avoid any error as to the true origin of the goods.

ARTICLE 3 bis.

The countries to which the present Agreement applies similarly undertake to prohibit the use in connection with the sale or exposing or offering for sale of any goods, of all indications in the nature of publicity capable of deceiving the public as to the origin of the goods, and appearing on signs, advertisements, invoices, wine lists, business letters or papers or any other commercial communication.

ARTICLE 4.

The tribunals of each country will decide what appellations, on account of their generic character, do not fall within the provisions of the present Agreement, regional appellations concerning the origin of products of the vine being, however, not comprised in the reserve specified by this article.

ARTICLE 5.

1. Countries belonging to the Union for the Protection of Industrial Property, which have not acceded to the present Agreement, shall be allowed to accede on their demand in the manner prescribed by Article 16 of the general Convention.

2. The provisions of Articles 16 *bis* and 17 *bis* of the general Convention are applicable to the present Agreement.

ARTICLE 6.

1. The present Act shall be ratified and the instruments of ratification deposited in London not later than the 1st July, 1938.^(*) It shall come into force, between the countries in whose names it shall have been ratified, one month after that date. Nevertheless,

(*) For List of Ratifications see page 11.

if before that date it has been ratified in the name of at least six countries, it shall come into force, between those countries, one month after the deposit of the sixth ratification has been notified to them by the Government of the Swiss Confederation, and in the case of countries in whose names it shall have been ratified at a later date, one month after the notification of each of such ratifications.

2. The countries in whose names the instrument of ratification has not been deposited within the period contemplated by the preceding paragraph shall be entitled to adhere under the terms of Article 16 of the general Convention.

3. The present Act shall, as regards the relations between the countries to which it applies, replace the Agreement concluded at Madrid on the 14th April, 1891, and the subsequent Revisions.

4. As regards the countries to which the present Act does not apply, but to which the Agreement of Madrid revised at The Hague in 1925 applies, the latter shall remain in force.

5. Similarly, as regards countries to which neither the present Act nor the Agreement of Madrid revised at The Hague applies, the Agreement of Madrid revised at Washington in 1911 shall remain in force.

Done at London, in a single copy, the 2nd June, 1934.

For Germany :

HOESCH.
GEORG KLAUER.
WOLFGANG KÜHNAST.
HERBERT KÜHNEMANN.

For Brazil :

J. A. BARBOZA-CARNEIRO.

For Cuba :

GABRIEL SUAREZ SOLAR.

For Danzig :

For Spain :

RAMÓN PEREZ DE AYALA.
FERNANDO CABELLO LAPIEDRA.
JOSÉ GARCÍA MONGE.

For France :

MARCEL PLAISANT.
 ROGER CAMBON.
 GEORGES LAINEL.
 GEORGES MAILLARD.

For Great Britain and Northern Ireland :

F. W. LEITH-ROSS.
 M. F. LINDLEY.
 WILLIAM S. JARRATT.

For the Irish Free State :

For Liechtenstein :

W. KRAFT.

For Morocco :

HALGOUET.

For Poland :

STEFAN CZAYKOWSKI.

For Portugal :

JOÃO DE LEBRE E LIMA.
 ARTHUR DE MELLO QUINTELLA
 SALDANHA.

For Sweden :

BIRGER LINDGREN.
 ÅKE DE ZWEIGBERGK.

For Switzerland :

W. KRAFT.

For Syria and Lebanon :

MARCEL PLAISANT.

For Czechoslovakia :

DR. KAREL SKÁLA.

DR. OTTO PARSCH.

For Tunis :

C. BILLECOCQ.

For Turkey :

A. FETHI.

List of Ratifications.

				<i>Deposited.</i>
United Kingdom	June 30, 1938.
Germany	August 10, 1937.
